



DISPARITION

Martin Mberi inhumé au Mausolée Marien-Ngouabi

Décédé le 5 juin à Brazzaville, l'ancien ministre d'Etat, secrétaire permanent du Conseil national de dialogue, Martin Mberi, a été inhumé hier au mausolée Marien-Ngouabi. Peu avant la cérémonie, il a reçu les hommages de la nation au Palais des congrès en présence du couple présidentiel, des corps constitués nationaux et de nombreuses personnalités.

« Martin Mberi, un frère, un ami fidèle pendant 65 ans. Il nous quitte au mois de juin, dédié à l'époque comme aujourd'hui, aux examens. En cette période, les élèves de Ngouedi rejoignaient ceux de Mbounda pour passer les épreuves. Et c'est en cette occasion que nous nous sommes rencontrés sur les tables-bancs où nous étions installés et avons pu lier l'amitié », a écrit le président Denis Sassou N'Guesso dans le livre de condoléances.

[Page 16](#)



Le couple présidentiel rendant hommage à Martin Mberi/DR

NKAYI

Mise en service demain d'une unité d'éthanol



Visite récente des travaux de construction de la distillerie/DR

La distillerie du groupe Somdia sera inaugurée officiellement le 27 juin à Nkayi, dans le département de la Bouenza. Elle dispose d'une capacité de produc-

tion de 50 m³ par jour, soit plus de 6 millions de litres d'éthanol par an et couvrira les besoins nationaux estimés à 5,5 millions de litres.

[Page 3](#)

UNESCO

Edouard Matoko optimiste sur l'avenir de l'institution

Le candidat congolais au poste de directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Edouard Matoko, au cours d'un échange le 23 juin au siège de l'organisation, a rassuré les ambassadeurs du groupe Afrique sur l'avenir de l'institution.

Les crises financières et les conflits qui secouent le monde auront un impact sur l'institution onusienne, mais, a-t-il indiqué, « nous devons changer pour améliorer l'effi-



Edouard Matoko/DR

capacité des projets, anticiper la réduction des budgets, porter des programmes plus audacieux »

[Page 16](#)

INONDATIONS À BRAZZAVILLE

Le PAM veut assister les victimes

Le représentant du Programme alimentaire mondial (PAM) en République du Congo, Gon Mayers, a évoqué avec le ministre des Af-

aires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa, l'appui de son institution aux victimes

de la pluie qui s'est violemment abattue sur Brazzaville dans la nuit du 13 au 14 juin.

[Page 3](#)

Éditorial

Faux débat

[Page 2](#)

ÉDITORIAL

Faux débat

La composition du staff technique des Diables rouges A' est au cœur de toutes les conversations. Et il ne se passe pas un jour sans qu'une nouvelle polémique ne soit créée de toute pièce par ceux qui semblent vouloir se substituer à la Fédération congolaise de football (Fécofoot) pour décider à sa place.

Mais à y regarder de plus près, l'argument invoqué selon lequel « on ne change pas l'équipe qui gagne » pour justifier le maintien d'un coach ayant qualifié la sélection révèle à l'évidence la volonté de tirer profit de la qualification à la phase finale du Championnat d'Afrique des nations (Chan). En réalité, il n'y a plus de débats quant au choix des techniciens en tenant compte de tous les états d'âme passés par les Diables rouges locaux avant la décision définitive.

A vrai dire, la qualification à la phase finale d'une compétition ne garantit pas toujours la continuité du sélectionneur. Attendu que l'on ne peut pas juger un entraîneur uniquement sur une simple double confrontation. Il n'y a donc pas lieu de se plaindre hautement d'une injustice car si l'on revient en arrière on constate que la Fécofoot n'a fait que confirmer le duo qu'elle avait retenu avant la crise.

Aujourd'hui, les nouveaux critères tels que définis par la Confédération africaine de football (CAF) plaident en faveur des deux techniciens. En plus de remplir avec son adjoint les conditions exigées par l'instance du football africain pour s'asseoir sur le banc pendant le Chan : la licence A CAF, l'actuel sélectionneur connaît bien la compétition pour avoir réussi à qualifier le Congo à trois phases finales sur les cinq participations que compte actuellement le pays.

L'heure n'est plus à ce faux débat qui consiste à monter les entraîneurs les uns contre les autres, mais plutôt à penser comment créer les conditions devant assurer une bonne préparation à nos Diables rouges

Les Dépêches de Brazzaville

DIPLOMATIE

L'ambassadeur du Congo en visite de travail à Vienne

Profitant du séjour de travail en Autriche, pays relevant de sa juridiction diplomatique, la mission conjointe du ministère des Zones économiques spéciales et de la Diversification économique, et de celui de l'Économie forestière, Édith Itoua est partie de Berlin et séjourne à Vienne depuis lundi 23 juin.

Sur place dans la capitale de la République d'Autriche, la diplomate congolaise est de tous les rendez-vous, qu'il s'agisse de la diplomatie culturelle et politique, ou de celle impliquant les dossiers économiques, objet de la mission conjointe du ministre Jean-Marc Thystère-Tchicaya et son homologue Rosalie Matondo, à Vienne.

Au début de ce mois, Édith Itoua avait pris part à l'évé-



Rosalie Matondo et Edith Itoua/DR

Pays de la juridiction de l'ambassade de la République du Congo en Allemagne : Pologne, République tchèque, Roumanie, Autriche, Bulgarie, Hongrie, Slovaquie.

nement international majeur dédié aux enjeux du développement durable, « Hamburg Sustainability Conference » où la ministre Rosalie Matondo était intervenue et avait mis en lumière la bioéconomie comme étant le levier du développement durable.

Marie Alfred Ngoma

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbenguet Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR

L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

INONDATIONS À BRAZZAVILLE

Le PAM et le gouvernement évoquent les modalités d'appui aux sinistrés

La ministre des Affaires sociales, de la Solidarité et de l'Action humanitaire, Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa, a échangé le 24 juin à Brazzaville avec le représentant du Programme alimentaire mondial (PAM), Gon Meyers, sur l'accompagnement des victimes des récentes inondations qui ont fait des dégâts dans le sixième arrondissement Talangai et le septième Mfilou.

« Nous avons analysé plusieurs aspects du problème pour voir ce que peut être notre contribution », a indiqué Gon Meyers en présence du chef de bureau du Haut-commissariat pour les réfugiés. Cette contribution concernera plusieurs secteurs : alimentation, protection... Il est question pour les agences du système des Nations unies d'effectuer une évaluation sur le terrain pour mieux déterminer la nature de leur appui. Il convient de souligner que le gouvernement, pour sa part, avait déjà lancé les opérations d'assistance humanitaire d'urgence en faveur des sinistrés. Lesquelles se poursuivent notamment pour Talangai, l'arrondissement le plus touché avec près de 5000 ménages. Le comité de crise mis en place à cet effet continue de travailler pour trouver des solutions quant au relogement des familles ayant perdu des habitations.

Rominique Makaya



Irène Marie-Cécile Mboukou-Kimbatsa accueillant Gon Meyers / Adiac

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Somdia inaugure sa première distillerie

Filiale agroindustrielle du groupe Castel, Somdia va rendre opérationnelle sa première distillerie, le 27 juin à Nkayi, dans le département de la Bouenza, en République du Congo. Avec une capacité de 50 m³ par jour, soit plus de 6 millions de litres d'éthanol par an, elle couvrira entièrement les besoins du marché congolais, actuellement estimés à 5,5 millions de litres.

La matière première utilisée sera constituée de 25 000 tonnes de mélasse, un sous-produit issu du raffinage de la canne à sucre, valorisant ainsi les résidus agricoles pour produire une énergie durable. C'est, en effet, un outil qui pourrait transformer durablement l'économie locale et nationale. La mise en œuvre de cette distillerie, selon les responsables de cette société, est l'aboutissement d'un projet industriel structurant qui va œuvrer pour une nouvelle phase dans la stratégie de valorisation des coproduits portée par le groupe.

Le lancement de ce projet, fruit d'un investissement de 23 millions d'euros sur deux ans, a été réalisé avec le concours de partenaires industriels comme Praj, Congo contracting et Ponticelli. Cette distillerie est en cours de construction depuis 2023 et sa mise en service correspond à l'ouverture de la campagne sucrière.

La nouvelle unité permettra de transformer la mélasse issue du raffinage du sucre pro-



Visite des travaux de construction de la distillerie DR

duit par la Société agricole de raffinage industriel du sucre (Saris) du Congo en alcool alimentaire, avec une capacité annuelle de 6 millions de litres. L'alcool servira les industriels de la boisson, en particulier le groupe Castel, tout en réduisant les importations et en sécurisant l'approvisionnement local. Il s'agit de la première distillerie de ce type au Congo.

« C'est un moment fort pour Somdia, la Saris et nos équipes dont l'implication

nous a permis de relever des défis techniques et humains pour faire sortir de terre cet outil industriel de premier plan. Il reflète notre ambition de transformer nos ressources localement et de contribuer à l'essor économique des pays où nous sommes implantés, pour continuer de grandir ensemble », a expliqué Olivier Parent, président directeur général de Somdia. Pour Gregory Clerc, directeur général du Groupe Castel, ce

projet incarne leur volonté d'aller plus loin dans l'intégration industrielle des activités, de maîtriser les chaînes de valeur et de continuer à investir dans des filières solides, ancrées localement.

Notons que Somdia est un acteur agro-industriel de premier plan en Afrique, engagé dans la souveraineté alimentaire du continent en produisant en Afrique, pour l'Afrique. Fondée en 1947 par la famille Vilgrain, l'aventure a débuté au Congo avec

l'acquisition d'une concession agricole. Aujourd'hui, Somdia opère dans six pays (Côte d'Ivoire, Tchad, Cameroun, Gabon, Togo et Congo) avec plus de 9 000 collaborateurs, exclusivement basés en Afrique.

Fruit d'une longue histoire et d'une série de développements successifs, la Saris Congo, pour sa part, naît en 1991 à la suite d'un partenariat conclu entre le groupe Somdia et la République du Congo. Elle se situe dans le département de la Bouenza, dans la vallée du Niari, à mi-chemin entre Pointe-Noire et Brazzaville. La Saris Congo est propriétaire d'une concession de près de 20 000 hectares sur laquelle sont plantés 12 000 hectares de cannes à sucre. La sucrerie produit chaque année environ 70 000 tonnes de sucre dans le respect des normes de sécurité alimentaire et commercialise son sucre uniquement sur les marchés africains. Avec plus de 4 000 collaborateurs, la Saris est l'un des grands employeurs privés du pays.

Rude Ngoma



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA
LITTÉRATURE
CLASSIQUE

AFRICAINNE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL
POUR VOS MANIFESTATIONS

- Présentation des ouvrages
- Conférences-débats
- Dédicaces
- Emissions Télévisées
- Ateliers de lecture et d'écriture



HORAIRES
D'OUVERTURE

Du lundi au
vendredi **9H-17H**

Samedi **9H-13H**



Adresse : 84 Bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

JUSTICE SOCIALE

Des spectacles pour sensibiliser aux droits des enfants

Des activités culturelles ont bouclé la Journée de l'enfant africain que le Réseau des intervenants sur le phénomène des enfants en rupture (Reiper) a célébré en différé sur le thème « Le droit à la protection pour les enfants en situation de rue ».

Après la table ronde organisée à cet effet, les enfants vulnérables ont présenté des spectacles de danse, de chants et de théâtre au siège des Ateliers Sahn pour sensibiliser à leurs droits et montrer ce que vivent ceux qui sont en situation de rue. « Nous avons voulu que les enfants parlent à travers ces activités culturelles car tous ne s'expriment pas toujours de la même manière », a déclaré Grâce Estia Otilibili Ganzilav, responsable du projet Arcade au sein du Reiper.

En termes d'action à mener, Reiper a un agenda fourni pour la suite. Le réseau prévoit des opérations d'accompagnement des enfants vulnérables à travers la prise en charge médicale, des enquêtes et des médiations familiales pour les enfants qui sont en risque de situation de rue, entre autres.

Rominique Makaya



Les enfants ayant participé aux spectacles de sensibilisation / Adiac

INSERTION SOCIALE DES JEUNES

Les travaux de construction du centre d'Aubeville avancent

Le ministre en charge de la Jeunesse et de la Formation qualifiante, Hugues Ngouélondélé, a effectué récemment une visite au Centre d'insertion et de réinsertion des jeunes à Aubeville, dans le département de la Bouenza, pour se rendre compte de l'effectivité et de l'avancement des travaux.



Le ministre Hugues Ngouélondélé en visite/DR

Au terme de la visite, il ressort que les travaux de construction du centre d'insertion et de réinsertion sociales des jeunes délinquants et ceux n'ayant pas de perspectives professionnelles vont bon train, malgré le ralentissement connu il y a quelque temps. Leur fin est désormais perceptible.

L'adduction en eau potable et la connexion à l'électricité ont atteint la phase de finalisation. Les responsables des entreprises dédiées à la tâche assurent la fin imminente des travaux. « Concernant tout le système d'adduction d'eau potable, je peux confirmer que nous sommes à 90% car au niveau du bassin de rétention, il ne nous reste que trois jours de travaux tandis que du côté du château d'eau tout est fini », a indiqué Morel Ngayome, di-

recteur technique de la société Stream Congo. La réhabilitation de ce site est un défi que le gouvernement est en train de relever pour répondre à la problématique de la prise en charge de la jeunesse. L'opérationnalisation des centres de rééducation permettra, en effet, de réinsérer au moins 400 jeunes en décrochage scolaire et en manque d'encadrement parental. Ils subiront une formation sur divers métiers.

Ce centre d'insertion et de rééducation des jeunes est doté des salles de classe, des bâtiments administratifs, de réfectoires, de dortoirs, d'une infirmerie, d'un restaurant, d'un terrain de sport et d'un amphithéâtre de plus de 250 places ainsi que d'une ferme.

Rude Ngoma

TCHÉCOSLOVAQUIE

Anciens étudiants et résidents congolais dans le pays tiennent leur première assemblée générale

Avec le soutien de l'ambassadeur de la République du Congo en République tchèque, l'association des anciens étudiants et résidents congolais en Tchécoslovaquie, en sigle Byvali z cssr, a tenu sa première assemblée générale en présentiel.



La photo de groupe des membres de l'association/DR

Le 21 juin dernier à Prague, siège statutaire de l'association, les Congolais ayant effectué leurs études, ou ayant eu une résidence en République tchèque, sont venus de France, d'Allemagne, du Canada et du Congo pour tenir leur première assemblée générale.

En respect de leurs clauses statutaires et du règlement en vigueur, selon les membres du bureau, cette assemblée leur a permis de renouveler les instances dirigeantes et de revoir le fonctionnement de l'association. C'était également un moment de retrouvailles des uns et des autres après s'être perdu de vue depuis plus de 30 ans.

Parmi les résolutions notoires, l'assemblée a prévu, entre autres, que le vice-président relance les activités associatives pendant les prochaines vacances en automne au Congo.

À l'issue de cette assemblée générale, une soirée dînatoire et culturelle a été organisée, à laquelle ont été invitées les communautés de l'Afrique sub-saharienne (République démocratique du Congo, Sénégal, Mali, Tchad, Guinée, Gambie, Côte d'Ivoire, Angola, Zambie).

Le pays hôte a été représenté par son directeur de la zone Afrique sub-saharienne du ministère tchèque des Affaires étrangères, Vaclav Prasil, accompagné de son chef de service, Petr Selepa. Dans son discours, il a salué les efforts de l'association tout en félicitant les initiateurs de cette structuration, grande première du genre.

Marie Alfred Ngoma

COOPÉRATION MILITAIRE

Une délégation de l'UDN du Zimbabwe s'imprègne de l'histoire de l'ACMIL

Une délégation du cours 13/2024 de l'Université de la défense nationale (UDN) du Zimbabwe en séjour de travail au Congo, conduite par le général de brigade Francis Chakauya, représentant du commandant de cette institution, a visité, le 24 juin, l'Académie militaire Marien-Ngouabi (ACMIL) et la prestigieuse Ecole de génie travaux (EGT) située dans la zone Nord de Brazzaville.

Après l'accueil par le commandant de l'ACMIL et le directeur général de l'EGT, respectivement le colonel Lié Cyr Guy Logangué et le colonel-major Armand Pascal Mboumba, la délégation a été conduite à l'amphithéâtre où les directeurs des études des deux établissements les ont présentés, avant une visite guidée sur le terrain menée par les deux responsables. Cette visite a débuté par les bâtiments et les salles des cours de l'ACMIL, en passant par les structures de l'EGT et la salle de cours de simulation.

A l'issue de la visite, le général de brigade Francis Chakauya s'est exprimé en ces termes : « *Mon impression est très bonne de constater que nous, en tant qu'Africains, avons la capacité de nous entraîner sur les équipements qui peuvent nous aider à avoir la possibilité de nous défendre ; de défendre notre appareil par nous-mêmes. Nous pouvons dire que nous sommes engagés pour nos pays avec des équipements tels que le simulateur que*



La photo de famille/Adiac

nous avons vu et qui coûte très cher pour les enseignements et à ceux qui font fonctionner les machines... ».

Avant de quitter l'ACMIL, le général de brigade Francis Chakauya a laissé des mots pour la postérité dans le livre d'or.

Après la visite à l'ACMIL, la délégation a été reçue dans la soirée par le chef d'état-major général des Forces ar-

mées congolaises, le général de brigade Guy Blanchard Okoi.

Le voyage de la délégation de l'UDN du Zimbabwe au Congo a été marqué par la tenue d'une conférence, les 23 et 24 juin, avec trois exposés. Pour la journée du 23 juin, deux exposés ont porté sur l'expérience de la force publique congolaise en matière d'opérations de maintien de la paix, présentés respecti-

vement par le colonel-major Bellarmin Ndongui et le colonel Serge Loungui.

L'unique exposé du 24 juin a porté sur l'Action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales. Il a été présenté par le ministre, secrétaire permanent du Comité interministériel l'Action de l'Etat en mer et dans les eaux continentales, Eric Olivier Sébastien Dibas-Franck. Dans la soirée, la délégation zimbabwéenne

a pris la direction de Pointe-Noire, pour une visite en zone militaire de défense n° 1.

Il sied de signaler que cette délégation comprend vingt-deux personnes, dont seize officiers stagiaires. Son staff a huit personnes avec à sa tête l'attaché de défense, trois officiers généraux, dont le représentant du commandant de l'UDN, trois colonels et un lieutenant-colonel.

Guillaume Ondze

AFRIQUE DE L'OUEST ET DE L'EST

La cybercriminalité monte en puissance

Escroqueries en ligne, rançongiciels et extorsion numérique : la cybercriminalité est en forte recrudescence en Afrique de l'Ouest et de l'Est, constituant plus de 30% de tous les crimes signalés malgré l'amélioration opérationnelle des moyens de lutte, a annoncé Interpol.

La forte augmentation du crime en ligne est l'objet du rapport annuel de l'évaluation des cybermenaces africaines par l'organisation internationale de police criminelle, qui a publié lundi le document sur son site. «Elle dresse un tableau clair du paysage des menaces en constante évolution avec des dangers émergents comme la fraude par intelligence artificielle, qui exigent une attention urgente», a déclaré Neal Jetton, le directeur de la cybercriminalité d'Interpol, dans un

communiqué. «*Les alertes aux escroqueries (en ligne) présumées ont augmenté jusqu'à 3 000% dans certains pays africains*» dans l'année écoulée, selon le document, notamment avec un nombre accru de rançongiciels d'entreprises provenant essentiellement du continent africain lui-même. Ces logiciels malveillants bloquent l'accès à l'ordinateur ou à des fichiers en les cryptant, permettant à leurs utilisateurs de réclamer aux victimes le paiement d'une rançon pour en

obtenir de nouveau l'accès. Près de 18 000 cyberattaques ou tentatives ont été détectées en Afrique du Sud et plus de 12 000 au Kenya, deux économies considérées comme fortement numérisées, selon la même source. Certaines ont touché des infrastructures essentielles, comme l'Autorité des routes urbaines du Kenya et le Bureau national des statistiques du Nigeria, indique le rapport. L'augmentation de ces menaces s'ajoute à celle des signalements de sextorsion

numérique, du chantage en ligne via des images sexuellement explicites, qui touchent une grande majorité des pays africains membres d'Interpol. Malgré la multiplication des cas, ces pays manquent encore d'infrastructures informatiques essentielles pour lutter contre la cybercriminalité, comme un système de signalement ou une base de données de renseignements sur les cybermenaces, note l'organisation.

En revanche, nombreux ont amélioré leurs cadres juridiques en harmonisant leurs lois sur la cybersécurité avec les normes internationales, et renforcé leurs

capacités opérationnelles en investissant dans des unités spécialisées.

Coordonnées par Interpol, deux opérations internationales de lutte contre la cybercriminalité - baptisées Serengeti et Carton rouge - ont ainsi permis plus de 1000 arrestations et le démantèlement de centaines de milliers de réseaux malveillants, conclut le communiqué. Le coût de la cybercriminalité dans le monde a dépassé les 8 000 milliards de dollars américains en 2023, selon le site Statista. Créée en 1923, Interpol, dont le siège mondial est à Lyon (France), compte à ce jour 196 pays membres.

Noël Ndong

AFRIQUE

Un tournant stratégique pour les investisseurs suisses

L'Afrique, forte de son dynamisme démographique et de son potentiel économique, attire de plus en plus l'attention des investisseurs globaux. Pourtant, de nombreuses entreprises suisses demeurent réticentes à s'engager pleinement sur le continent.

Lors du Swiss-African business day organisé à Genève, des voix influentes comme celle du président de la Swiss-African business association, Michael Rheinegger, ont souligné : « Nous ne pouvons plus ignorer le potentiel de l'Afrique ». Cette déclaration résume un sentiment largement partagé parmi les décideurs présents, conscients que l'heure est venue de dépasser les hésitations.

L'Afrique, continent le plus jeune au monde, voit 70 % de sa population avoir moins de 30 ans, une statistique qui ouvre la voie à une main-d'œuvre dynamique et à une innovation découlant d'une communauté jeune. En 2020, le Fonds monétaire international a estimé que quarante-quatre des cinquante pays à la croissance la plus rapide étaient africains, accentuant l'intérêt des investisseurs. Mais au-delà de la jeunesse, c'est la capacité d'innovation, illustrée par des entreprises technologiques florissantes comme

Jumia et Flutterwave, qui devrait stimuler l'économie.

« Africa Textile Renaissance » : un engagement concret

Pour catalyser cette dynamique, un projet ambitieux, intitulé Africa textile renaissance, a été lancé avec un budget estimé entre 4 et 5 milliards de dollars. La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) joue un rôle central dans ce financement. Ce projet vise non seulement à dynamiser le secteur textile, mais également à renforcer l'intégration économique régionale. Durant le Swiss-African business day, les experts ont mis en lumière comment ce projet pourrait transformer le paysage industriel africain. « Ce n'est pas qu'une

question de textile. C'est la manière dont nous pouvons créer des millions d'emplois et stimuler d'autres secteurs », a déclaré le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina.

Le lien entre politique et économie

Cependant, les sociétés helvétiques doivent également naviguer dans un environnement politique complexe. De nombreux pays africains connaissent des instabilités politiques qui peuvent affecter l'investissement. Les décideurs présents à Genève ont discuté de l'importance de la gouvernance et du respect des droits humains pour assurer un climat d'investissement sûr. Une étude de la Banque mondiale de

2021 a révélé que la transparence et la bonne gouvernance augmentent la confiance des investisseurs. Ce qui souligne l'importance d'une approche multifacette de la part des investisseurs suisses.

Vers un partenariat gagnant-gagnant

La réunion annuelle à Genève témoigne de l'intensification des relations économiques entre la Suisse et l'Afrique, un partenariat qui pourrait s'avérer réciproquement bénéfique. Michael Rheinegger a insisté sur le potentiel d'une telle collaboration, expliquant que « les entreprises suisses apportent une expertise technique et une gestion de qualité, tandis que l'Afrique offre une opportunité de crois-

sance inexploitée ». Au fil des années, les entreprises suisses, traditionnellement prudentes, pourraient envisager des collaborations avec des startups africaines, des initiatives en matière de durabilité et des projets d'infrastructure. Il est temps de transformer ces opportunités en actions concrètes qui viendront cimenter une alliance économique pérenne et fructueuse.

Dans un contexte où l'Afrique promet une croissance phénoménale, les entreprises suisses ont tout à gagner à diversifier leurs investissements. Le Swiss-African business day a servi de plateforme pour renforcer les relations économiques, mais l'avenir dépendra de la volonté des investisseurs de franchir le pas et de s'engager avec le continent. Les jeunes générations d'Afrique ne sont plus seulement des consommateurs; elles aspirent à devenir des partenaires d'affaires de valeur sur la scène globale.

Noël Ndong

« Les entreprises suisses apportent une expertise technique et une gestion de qualité, tandis que l'Afrique offre une opportunité de croissance inexploitée »

BURKINA FASO-RUSSIE

Un accord historique pour la construction d'une centrale nucléaire

Le Burkina Faso fait un pas audacieux vers l'avenir en signant un accord intergouvernemental avec la Russie pour l'installation d'une centrale nucléaire.

L'événement, survenu dans le cadre du Forum économique international de Saint Pétersbourg, a été marqué par la signature d'un accord de partenariat par le ministre burkinabè de l'Énergie, Yacouba Zabré Gouba, et le directeur général de Rosatom, Aleksey Likhachev. Ce partenariat stratégique représente un tournant significatif pour un pays au potentiel énergétique inexploité. Yacouba Zabré Gouba a décrit cette signature comme une étape essentielle pour le Burkina Faso, soulignant que cela ouvre la voie à des discussions techniques avec les experts russes de Rosatom. « Cet accord marque le début d'un horizon nouveau pour notre pays, qui cherche à diversifier ses sources d'énergie et à renforcer son indépendance

énergétique », a-t-il déclaré. La centrale, une fois achevée, devrait fournir une énergie stable et durable, essentielle pour soutenir la croissance économique du pays. Dès juillet 2023, le président burkinabè, le capitaine Ibrahim Traoré, a exprimé son ambition de développer une centrale nucléaire civile en collaboration avec la Russie. Ce choix s'inscrit dans un contexte où le Burkina Faso, riche en ressources naturelles, cherche à moderniser ses infrastructures tout en s'alignant sur des standards internationaux.

Un contexte régional et géopolitique

Cet accord s'inscrit dans un cadre géopolitique plus large, où plusieurs pays africains cherchent à établir des partenariats stratégiques

pour le développement de l'énergie nucléaire. La Russie, quant à elle, a redoublé d'efforts pour étendre son influence en Afrique, en mettant en avant son expertise dans le domaine nucléaire. Selon les statistiques publiées par l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Afrique mérite de jouer un rôle de premier plan dans la production d'énergie nucléaire, avec une capacité potentielle d'environ 70 gigawatts d'ici à 2030.

À l'étape suivante, Rosatom doit présenter une offre technique et financière à soumettre à l'examen du Burkina Faso. Il s'agit là d'une phase cruciale où des aspects comme la sécurité, le financement et la gestion des déchets nucléaires devront être abordés. Le ministre burkinabè a ajouté que

cette offre devra répondre aux normes internationales en matière de sécurité nucléaire, ce qui est un enjeu majeur dans un contexte de scepticisme croissant autour de l'énergie nucléaire après les incidents de Fukushima et de Tchernobyl. Les retombées économiques d'un tel projet peuvent être considérables, avec des investissements estimés en millions de dollars pouvant créer des milliers d'emplois locaux. Toutefois, l'accord soulève également des questions sur la dépendance à l'égard de la Russie dans un domaine aussi stratégique. Les critiques pourraient qualifier ce partenariat d'opportunisme géopolitique, soulignant que le Burkina Faso doit naviguer avec précaution pour éviter une dépendance excessive.

Un avenir énergétique prometteur

Cet accord entre le Burkina Faso et la Russie pour la construction d'une centrale nucléaire pourrait bien marquer le début d'une nouvelle ère pour l'énergie en Afrique de l'Ouest. D'un côté, un pays en quête de modernisation et de développement économique ; de l'autre, une superpuissance énergétique cherchant à étendre son réseau d'influence. Alors que les discussions se poursuivent, l'avenir reste incertain, mais certainement prometteur pour le Burkina Faso, qui espère transformer ce projet en une réalité tangible d'ici à quelques années. Le chemin vers une indépendance énergétique passe par la diversification des sources, et cet accord pourrait bien s'inscrire comme un exemple à suivre pour d'autres nations africaines.

N.Nd.

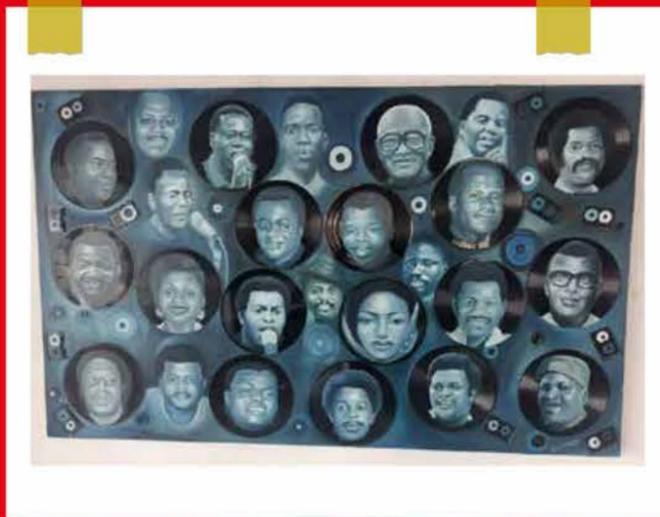


PRÉSENTE

LA RUMBA CONGOLAISE

PATRIMOINE IMMATÉRIEL ET CULTUREL DE L'HUMANITÉ

UNE EXPOSITION VENTE
des œuvres de l'artiste peintre
Bonide Miekoutima



Du 21 juin au
21 août 2025

Dans l'enceinte des
Dépêches

Contact :

+242 06 666 7065

+242 05 396 3535



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo



FONCTION PUBLIQUE

Le Congo partage son expérience à Addis-Abeba

Le directeur de cabinet du ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Christian Aboké-Ndza, a présenté les innovations du Congo en matière de modernisation de la fonction publique, au cours de la célébration de la Journée africaine de la fonction publique (JAFP), du 21 au 23 juin à Addis-Abeba, en Ethiopie.

La 10^e édition de la JAFP a regroupé autour d'une même table les ministres, les chefs de délégation de la fonction publique, les hauts fonctionnaires, les représentants de la société civile, les universitaires, les acteurs du secteur privé et les partenaires au développement. A cette occasion, chaque ministre ou chef de délégation a eu à présenter des exemples concrets sur l'amélioration de leur agilité et de leur résilience dans le but de combler les lacunes historiques en matière de prestation de services et d'assurer une gouvernance équitable.

Pour témoigner de son engagement constant à jouer toute sa partition dans les mécanismes de coopération continentale et de son attachement aux principes de bonne gouvernance administrative, le Congo y a été présent. A la tête de la délégation, Christian Aboké-Ndza a présenté les innovations en matière de modernisation de la fonction publique dans le pays. En effet, déterminé à doter l'administration congolaise de tous les outils stratégiques essentiels à sa performance, le gouvernement, à travers le ministère en charge de la Fonction publique, a ouvert un vaste chantier de transformation numérique. Le but étant, entre autres, de moderniser des pratiques administratives, de simplifier les formalités et les procédures administratives, mais aussi et surtout d'apporter le service public aux usagers.

Selon le directeur de cabinet du ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du



Christian Aboké-Ndza posant avec les membres de la délégation/DR

Travail et de la Sécurité sociale, cette ambition légitime de modernisation du service public entre dans le droit fil de la très haute directive du président de la République, clairement exprimée dans le projet de société à base duquel il avait été ré-élu : « Ensemble, poursuivons la marche », devenu par la suite programme du gouvernement. Au nombre des avancées significatives enregistrées, Christian Aboké-Ndza a cité l'opération d'enrôlement biométrique des agents civils de l'Etat ; la mise en place du Système intégré de gestion des ressources humaines de l'Etat; l'existence du nouveau cadre légal d'exercice de la fonction publique qui intègre les dispositions pertinentes de la charte africaine sur les valeurs et principes de l'administration et du service

public ainsi que ses textes d'application. Il a aussi évoqué l'interconnexion de tous les services techniques du ministère en charge de la fonction publique ; le développement et l'opérationnalisation du portail web de ce ministère; la mise en place du Répertoire interministériel des métiers, des emplois et des compétences ainsi que la réalisation de l'étude pour la mise en place d'un système de gestion électronique des documents au ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale.

La 11^e édition de la JAFP prévue en 2027

Des riches innovations vivement saluées par les participants à la 10^e JAFP. Profitant de cette tribune, Christian Aboké-Ndza a plaidé et obtenu, auprès de la Commis-

sion de l'Union africaine, la formation des cadres congolais au processus d'élaboration du rapport de mise en œuvre de l'outil d'évaluation des Etats-parties à la Charte. Cet outil permet, en effet, de suivre et de rendre compte de la mise en œuvre de la Charte africaine sur les valeurs et principes du service public et de l'administration. Enumérant la question de la participation de la société civile pour une gouvernance inclusive, le chef de la délégation congolaise a indiqué que dans son pays, la société civile joue pleinement son rôle dans les différentes instances de décision. A titre d'illustration, il a souligné la création des instances comme le Comité national du dialogue social, la Commission nationale consultative du travail, les Conseils consultatifs des femmes, des

jeunes, des personnes vivant avec handicap et de la société civile.

S'agissant des conclusions de cette célébration, il a été décidé de l'organisation de la 11^e édition de la JAFP en 2027 en Ethiopie. Placée sur le thème « Renforcer l'agilité et la résilience des institutions publiques pour parvenir à une gouvernance équitable et combler rapidement les lacunes historiques en matière de prestation de services », l'édition 2025 a été articulée autour de cinq sessions. Il s'est agi notamment de renforcer les institutions publiques pour lutter contre les inégalités historiques et promouvoir l'inclusion ; les réformes juridiques et structurelles pour parvenir à une gouvernance équitable ; tirer partie de la numérisation pour améliorer l'accès à l'information et la responsabilité ; plaider de la société civile et collaboration multipartite pour une gouvernance inclusive ; étude de cas par pays.

Les participants ont salué, dans une déclaration, l'engagement des fonctionnaires de l'Afrique qui travaillent avec dévouement pour promouvoir le développement inclusif, souvent dans des conditions difficiles. Ils ont, par ailleurs, reconnu les progrès accomplis par les Etats membres dans la transformation du secteur public, tout en soulignant l'urgence de renforcer les compétences des fonctionnaires et de faire évoluer les mentalités afin de transformer le secteur de la fonction publique sur le continent.

Parfait Wilfried Douniama



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

UN ESPACE DE VENTE
UNE SÉLECTION UNIQUE DE LA

LITTÉRATURE CLASSIQUE

AFRICAINNE, FRANÇAISE ET ITALIENNE

Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, et plus encore...

UN ESPACE CULTUREL POUR VOS MANIFESTATIONS

- Présentation des ouvrages
- Emissions Télévisées
- Conférences-débats
- Ateliers de lecture et d'écriture
- Dédicaces

PRISE EN CHARGE DE L'INSUFFISANCE RÉNALE

Le ministère de la Santé et Nipro Group concluent un partenariat

La collaboration entre la République démocratique du Congo (RDC) et l'entreprise japonaise marque une étape majeure dans la stratégie du gouvernement visant à améliorer l'accès aux soins des patients souffrant de pathologies rénales.

La signature du contrat de partenariat avec Nipro Group va permettre au pays de se doter des centres de dialyse modernes, performants et durables. Grâce à cette entreprise japonaise de référence mondiale dans les technologies médicales et les solutions de dialyse, la RDC va sensiblement réduire les évacuations médicales à l'étranger en assurant une prise en charge adéquate de cette pathologie.

Notons que la signature de ce contrat clôture la phase administrative du partenariat. Les prochaines étapes seront essentiellement techniques, avec une mise en œuvre rapide attendue dans les prochains mois. Déjà, avant le mois de septembre, les premières installations seront opérationnelles. Le partenariat ainsi conclu prévoit, entre autres, l'installation des machines de dialyse de dernière génération, utilisées dans les plus grands hôpitaux du monde; la formation continue du personnel de santé dont les infirmiers, les techniciens et les médecins.

Le contrat de partenariat prévoit également la maintenance permanente des équipements installés; la participation des médecins congolais aux congrès internationaux de néphrologie, pour renforcer leur expertise.

Blandine Lusimana



Le ministre de la Santé et le représentant de Nipro Group signant le contrat de partenariat / Adiac

PARTENARIAT

La RDC signe un accord avec l'AS Monaco

Dans un tournant marquant pour le développement sportif en Afrique, l'AS Monaco et le ministère des Sports et loisirs de la République démocratique du Congo (RDC) ont annoncé un partenariat ambitieux qui s'étendra jusqu'en 2028.

Sous le slogan «RDC, cœur de l'Afrique», l'initiative vise bien au-delà du simple accord commercial; elle aspire à transformer le paysage du football congolais tout en renforçant l'image internationale du pays. Ce n'est pas qu'un simple contrat, mais un projet à 360 degrés. Le ministre congolais des Sports et Loisirs, Didier Budimbu, a déclaré : « *Ce n'est pas qu'un accord, c'est une vision bâtie sur l'unité et la détermination* ». Ce partenariat présente deux volets principaux : la professionnalisation du football en RDC et le rayonnement international du pays. Le gouvernement congolais, soutenu par le président Félix Tshisekedi, souhaite faire du sport un moteur de croissance, promouvant ainsi l'inclusion et renforçant l'identité nationale.

Chiffres et perspectives

Avec plus de 26 millions de suiveurs sur les réseaux sociaux, l'AS Monaco se présente comme une plateforme idéale pour promouvoir la RDC. La marque «RDC, cœur de l'Afrique» sera visible sur les maillots des équipes professionnelle et académique, ayant un impact direct sur l'exposition



Le partenariat entre le gouvernement congolais et l'AS Monaco officiellement conclu sous le label "R.D. Congo, cœur de l'Afrique" @Photo AS Monaco.

internationale. Ce partenariat est anticipé pour générer des retombées économiques substantielles, non seulement en attirant des investisseurs, mais aussi en créant des emplois pour les jeunes congolais.

Un lien historique

L'AS Monaco a déjà un lien historique fort avec la RDC, ayant vu passer des talents tels que Shabani Nonda et Cédric Mongongu, illustrant la capacité du

club à faire briller les talents africains sur la scène européenne. Son directeur général, Thiago Scuro, a affirmé : « *Nous sommes honorés de la confiance accordée par le ministère des Sports et Loisirs* ». Ce partenariat s'inscrit dans une ère où le football peut être un levier social puissant, allant au-delà des terrains de jeu.

Stratégies d'investissement et de développement

Dans le cadre de cette collaboration, l'AS Monaco mettra en œuvre son expertise en matière de formation de jeunes talents, visant à renforcer les compétences locales et à structurer des parcours de formation adaptés. Le club soutiendra les dynamiques de transformation du football congolais, un enjeu crucial dans un pays où le potentiel humain est immense, mais souvent sous-exploité. L'impact de cet accord pourrait

s'étendre au-delà du sport. Le football, en tant que vecteur de développement, pourrait catalyser des efforts dans d'autres secteurs comme le tourisme et la culture. La visibilité qu'offre Monaco permettra d'attirer l'attention sur la richesse culturelle et humaine de la RDC, favorisant ainsi un contexte propice aux investissements. Le partenariat entre l'AS Monaco et la RDC est un acte fort dans un contexte où les pays africains aspirent à une reconnaissance internationale accrue. À travers la professionnalisation et le rayonnement de son image, la RDC espère se positionner comme une nation dynamique sur la scène mondiale du sport. « *Le moment est venu d'investir là où l'avenir est déjà en marche* », a conclu Didier Budimbu, rappelant que les efforts contemporains pourront façonner une réalité prometteuse pour les générations futures. Dans les années à venir, l'on pourra très bien assister à l'émergence d'une nouvelle ère pour le football congolais, où l'excellence sportive et le développement économique pourraient aller de pair, redéfinissant ainsi l'avenir du pays au cœur de l'Afrique.

Noël Ndong

MODE

Sako couture présentera sa nouvelle collection en juillet

Le label de mode Sako couture, fondé à Brazzaville il y a deux ans et demi par la créatrice congolo-malienne Penda Sako, organise un défilé de mode, le 11 juillet. L'événement marquera la présentation de sa nouvelle collection sur le thème « Entre tradition culturelle et modernité », une ligne de vêtements qui allie élégance moderne et matières traditionnelles du continent.

Le thème, véritable slogan de la maison, illustre parfaitement le concept développé par la créatrice : mêler traditions africaines et raffinement contemporain, en travaillant des matières variées pour symboliser le chic à l'Africain. « Nous voulons prouver que nos matières premières africaines peuvent donner naissance à des tenues modernes, voire européennes, sans jamais perdre leur âme », souligne Penda Sako.

Sako couture est une marque à l'origine orientée vers la mode masculine et qui a peu à peu intégré la femme à son univers. « C'était un vrai défi, car les attentes des femmes sont plus complexes, mais j'ai voulu répondre à cette demande croissante. Aujourd'hui, nous avons trouvé un équilibre, et les retours sont excellents », confie la fondatrice tout en as-



surant que la nouvelle collection regorge effectivement des articles pour hommes et femmes.

Cette nouvelle collection mettra à l'honneur des tissus comme le raphia congolais, le pagne tissé

ou encore des étoffes teintées du Mali, mêlés à des matières nobles telles que la soie, la dentelle ou

le guipur. Une manière de faire dialoguer cultures africaines et styles contemporains.

S'agissant du défilé, il durera environ 2h30 min avec un casting de mannequins variés : du Congo, de la République démocratique du Congo, Russie-Congo. Le défilé sera suivi d'une exposition-vente qui mettra également en lumière des artisans locaux en quête de visibilité. Côté ambiance, l'animation musicale sera assurée par l'artiste urbain Diesel.

Notons que « Chic à l'Africain », slogan de la marque, reflète sa volonté de valoriser le savoir-faire africain tout en s'ouvrant à une clientèle internationale. En voie de s'implanter hors du continent, Sako couture exporte déjà ses créations sur demande en France, aux États-Unis et en Allemagne.

Merveille Jessica Atipo

COMMUNIQUÉ

Le visionnage de la finale de la Ligue des champions avec la remise des prix de valeur : 1xBet a organisé une offre exceptionnelle au Congo

La marque internationale 1xBet résume les résultats d'une promotion saisissante, dans le cadre de laquelle les passionnés de ballon rond et de paris congolais ont profité du match phare de la saison et ont remporté des gadgets (cadeaux promotionnels).

Les conditions de participation étaient très simples : du 26 au 31 mai, il fallait se rendre dans une boutique de paris située à Mayama : 985, Avenue des Trois Martyrs, Plateau des 15 ans, Brazzaville, et effectuer un dépôt d'au moins 2 500 XAF. En échange, le joueur recevait un chèque spécial lui donnant droit à être éligible.

Le 31 mai, on a vu organiser un visionnage conjoint du match Paris Saint-Germain vs Inter Milan. Tous les parieurs présents ont reçu une boisson et un snack en cadeau. Un tirage au sort a également été organisé parmi 70 participants ; c'est le nombre de chèques qui ont été déposés. Madame la Fortune a ainsi désigné les gagnants, qui ont reçu de précieux prix : Smartphone Casque audio sans fil Enceinte portable

Outre des appareils électroniques de valeur, les participants à la promotion ont eu la chance de gagner des t-shirts élégants.



La promotion a eu un succès retentissant au Congo, où de nombreux supporters se sont rassemblés pour assister au match. Ambiance conviviale et joyeuse, délicieuses collations et possibilité de profiter des prix précieux : tout cela a réjou

même les supporters des Nerazzurri, dont l'équipe favorite s'est finalement inclinée sur un score écrasant de 0 à 5.

1xBet organise régulièrement de telles promotions pour ses clients africains. Pour ne rien manquer de

ces événements et rester informé, abonnez-vous aux pages de la société sur les réseaux sociaux et consultez la section « Promo » du site officiel de la marque.



AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT N° 007/MEH/PASEL/UGP-FNT-2025 APPEL D'OFFRES POUR FOURNITURES (Processus à deux enveloppes)



Appel d'Offres No	N° 007/MEH/PASEL/UGP-FNT-2025
Projet	Projet d'Amélioration des Services d'Electricité (PASEL)
Acheteur	Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique
Pays	République du Congo
Intitulé du marché	Fourniture de six (06) transformateurs de puissance Haute Tension - Transformateurs de puissance 220 KV • Deux (02) transformateurs à deux enroulements 220/20(11) KV, 70MVA avec un enroulement interne de compensation pour les postes de Ngoyo (Pointe noire) et Mbouono (Brazzaville) - Transformateurs de puissance 110KV • Deux (02) transformateurs trois enroulements 110/35KV/11-20 KV, 25MVA (l'enroulement tertiaire est bi-tension) pour le poste Bouenza-2 (Bouansa) • Deux (02) transformateurs à deux enroulements 110/11-20KV, 25 MVA (l'enroulement secondaire est bi-tension) pour le poste de Nkayi
Prêt BIRD N°	9686-CG
Emis le	23 juin 2025

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement de la Banque mondiale pour financer le Projet d'Amélioration des Services d'Electricité (PASEL), et à l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour effectuer des paiements au titre du Marché de fourniture de six (06) transformateurs de puissance haute tension dont deux (02) transformateurs de puissance 220 KV pour les postes de Ngoyo et Mbouono; deux (02) transformateurs de puissance 110 KV pour le poste de Bouenza 2 (Bouansa) et deux (02) transformateurs de puissance 110 KV pour le poste de Nkayi. Pour ce marché, l'Emprunteur utilisera la méthode de décaissement par Paiement Direct, telle que définie dans les Directives de Décaissement de la Banque mondiale pour le Financement de Projet d'Investissement, à l'exception des paiements pour lesquels le marché prévoit l'utilisation de crédit documentaire. »

2. Le Projet d'Amélioration des Services d'Electricité (PASEL), sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir six (06) transformateurs de puissance haute tension dont deux (02) transformateurs à deux enroulements 220/20(/11) KV, 70MVA avec un enroulement interne de compensation pour les postes de Ngoyo (Pointe noire) et Mbouono (Brazzaville); Deux (02) transformateurs trois enroulements 110/35KV/11-20 KV, 25MVA (l'enroulement tertiaire est bi-tension) pour le poste Bouenza-2 (Bouansa) et Deux (02) transformateurs à deux enroulements 110/11-20KV, 25 MVA (l'enroulement secondaire est bi-tension) pour le poste de Nkayi. Les lieux de destination finale des fournitures objet de la commande sont :

Pour les Transformateurs de puissance 220 KV :

-CIP Poste de Mbouono (Brazzaville)

-CIP Poste de Ngoyo (Pointe Noire)

Pour les transformateurs de puissance 110KV

-CIP Poste de Bouenza-2 (Bouansa)

-CIP Poste de Nkayi

3. La passation du Marché sera conduite par Mise en Concurrence internationale (AOI) tel que défini dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement » de la Banque mondiale édition de septembre 2023, et ouvert à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans ledit Règlement.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès du Projet d'Amélioration des Services d'Electricité (PASEL) et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessous, durant les heures de bureau de lundi à vendredi de 8H00 à 16H00 heures locales.

5. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet en français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessous et contre un paiement non remboursable de trois cent mille (300 000) francs CFA. La méthode de paiement sera par chèque certifié ou virement bancaire au profit de :
Projet d'Amélioration des Services d'Electricité (PASEL)
N° Compte : 30011 00020 90000356454 05 (Banque Crédit du Congo)

6. Les offres devront être soumises en quatre (04) exemplaires dont un (01) original et trois (03) copies à l'adresse suivante au plus tard le 01 Août 2025 à 12H00 heure locale. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les enveloppes extérieures des Offres marquées « OFFRE ORIGINALE », et les enveloppes intérieures marquées « PARTIE TECHNIQUE » seront ouvertes publiquement en présence des représentants des Soumissionnaires et de toute personne choisissant d'être présente à l'adresse mentionnée ci-dessous le 01 Août 2025 à 13H00 minutes à l'adresse mentionnée ci-dessous. Toutes les enveloppes marquées « PARTIE FINANCIERE DEUXIEME ENVELOPPE » devront rester non ouvertes et seront conservées en un lieu sûr par l'Acheteur jusqu'à la deuxième ouverture publique.

7. Toutes les offres doivent comprendre une Déclaration de Garantie de l'Offre conformément au modèle joint dans le dossier d'appel d'offres.

8. L'attention est attirée sur le Règlement de Passation de Marchés exigeant que l'Emprunteur divulgue des informations sur la propriété effective du Soumissionnaire retenu, dans le cadre de la Notification d'Attribution du Marché, en utilisant le Formulaire de Divulgence des Bénéficiaires Effectifs tel qu'il est inclus dans le document d'appel d'offres.

9. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est la suivante :
Projet d'Amélioration des Services d'Electricité
A l'attention du Coordonnateur du Projet

Adresse :

22 Rue Albert BASSANDZA (Non loin de la Clinique COGEMO) / Centre-Ville
Brazzaville-République du Congo,
Tél : (+242) 05 522 26 77 / 06 653 70 07
Email : passationdesmarchespasel@gmail.com

Fait à Brazzaville, le 23 JUIN 2025

Le Coordonnateur

Olivier MAZABA NTONDELE



SPORTS

Jarny Varnel Kimpedi introduit le mas-wrestling

Le Centre culturel russe à Brazzaville a servi de cadre à la présentation officielle, le 24 juin, de Jarny Varnel Kimpedi, jeune athlète devenu une figure montante du mas-wrestling, un sport de force originaire de Yakoutie, en Russie. La conférence de presse a permis au public et aux journalistes de découvrir le parcours impressionnant de ce sportif.

Actuellement étudiant en cycle master à l'université d'Etat d'Oufa, en Russie, Jarny Varnel Kimpedi, âgé de 27 ans, s'est illustré sur la scène internationale en remportant plusieurs médailles, dont une en bronze au championnat du monde de 2022 dans la catégorie des moins de 60 kg, ainsi que le titre de champion universitaire de Russie. Une performance inédite pour un athlète congolais, saluée avec fierté par la directrice du centre culturel, Maria Fakhrutdinova, qui a souligné l'importance de son parcours en tant que pont entre la jeunesse congolaise et les valeurs sportives véhiculées par la Russie à l'international. Peu connu du grand public, le mas-wrestling, qui signifie en français « lutte sur bâton », est un sport de force et stratégie de tradition russe, où deux athlètes doivent s'affronter en tirant un bâton mesurant 50 cm, tout



L'athlète Jarny Varnel Kimpedi et la directrice du Centre culturel russe Maria Fakhrutdinova/Adiac

en étant assis face à face, les pieds calés contre une planche avec pour objectif de déséquilibrer ou de faire chuter l'autre en gardant le bâton.

Dans cette discipline exigeante reconnue depuis maintenant dix ans par la fédération de Russie, Jarnel Kimpedi s'est hissé parmi les meilleurs au monde et il

nourrit aujourd'hui l'ambition de l'implanter au Congo. Lors de cette rencontre, il a annoncé la création prochaine de l'Association congolaise de mas-wrestling, en parte-

nariat avec le Centre africain de la discipline. A terme, l'objectif est de former de nouveaux athlètes locaux et d'organiser un championnat congolais. « Transmettre ce que j'ai appris en Russie. Le mas-wrestling peut devenir un moteur pour la jeunesse, un moyen de se dépasser et de se forger une identité sportive », a-t-il dit avec détermination.

Avant de s'envoler à la fin du mois de juillet pour la Mongolie, où se tiendra le 7^e championnat du monde de mas-wrestling, Jarny Kimpedi espère semer les premières graines d'un mouvement sportif inédit dans son pays. Par son engagement et sa vision, il s'impose comme un ambassadeur de la jeunesse congolaise capable de faire rayonner son pays dans une discipline encore émergente mais pleine de potentiel.

Jean pascal Mongo-Slyhm
(Stagiaire)

« Transmettre ce que j'ai appris en Russie. Le mas-wrestling peut devenir un moteur pour la jeunesse, un moyen de se dépasser et de se forger une identité sportive »

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Kondho Muntu Néhémy.
Je désire désormais être appelé Kondho Néhémy.
Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois mois.

NÉCROLOGIE

Le directeur de l'Administration et des Ressources humaines a la profonde douleur d'informer l'ensemble du personnel de la Présidence de la République du décès de Francis Elongo-Yoka, attaché aux Mines au cabinet du président de la République, survenu le mardi 17 juin au CHU-B.

La veillée mortuaire se tient à la rue Malanda Mafouta n°6 au quartier Nkombo (arrêt de bus Karibu après les deux stations).

Le directeur de l'Administration et des Ressources humaines présente ses condoléances les plus attristées à la famille éplorée.



**ABONNEZ VOUS
GRATUITEMENT**

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



**SCANNEZ
LE QR CODE**



ANNONCE : RECRUTEMENT D'UN(E) CONSULTANT(E) NATIONAL CHARGE(E) D'ASSURER LA FACILITATION DE DIALOGUES TERRITORIAUX DANS LE PAYSAGE ETIC (ESPACE TRINATIONAL INTERZONE DU CONGO) ET D'ELABORER UNE PROPOSITION DE PROJET SUR LES CERTIFICATS BIODIVERSITE/PAIEMENT POUR SERVICES ECOSYSTEMIQUES

Dans le respect de ses valeurs : le courage, la collaboration, le respect et l'intégrité, le WWF recherche pour son bureau en République du Congo, un (e) consultant(e) national chargé(e) d'assurer la facilitation de dialogues territoriaux dans le paysage ETIC (Espace Trinational Interzone Congo) et d'élaborer une proposition de projet sur les certificats biodiversité /paiement pour services écosystémiques dans le cadre de la mise en œuvre du projet BIODEV2030 phase II

Missions principales :

Le consultant/facilitateur sera chargé des tâches suivantes :

1. Analyse du contexte

- Examiner les documents pertinents, notamment les rapports de diagnostic de la phase 1 de BIODEV2030, les stratégies nationales pour la biodiversité et les études sectorielles, ainsi que les rapports et études à l'échelle du paysage ETIC site pilote du projet.
- Collaborer avec les parties prenantes afin de comprendre les dynamiques socio-économiques et environnementales à l'échelle du paysage ETIC.
- Produire une note de cadrage décrivant l'approche de dialogue, les principales parties prenantes et les résultats attendus.
- Élaborer un plan détaillé pour trois ateliers multipartites et les réunions préparatoires.
- Définir les objectifs, l'ordre du jour et les méthodes d'animation des ateliers.
- Cartographier les parties prenantes au sein du gouvernement (national et départemental), les acteurs financiers, le secteur privé, la société civile, les communautés locales et peuples autochtones.
- Préparer les supports d'animation des ateliers, notamment les notes de contexte et les études de cas.
- Animer les réunions préparatoires et les ateliers, en garantissant une participation inclusive.
- Utiliser des outils participatifs pour favoriser le dialogue et la recherche d'un consensus.
- Documenter les discussions, les résultats et les principales recommandations des ateliers.
- Rédiger une proposition de projet pilote certificat biodiversité / PSE bancable à l'échelle du paysage, éclairée par les résultats des différents dialogues.
- Inclure une théorie du changement, des indicateurs clés de performance (ICP) et une feuille de route pour la mise en œuvre.
- Identifier les opportunités de financement et nouer le dialogue avec les donateurs potentiels.
- Animer des réunions bilatérales pour présenter la proposition de projet aux parties prenantes et aux donateurs.
- Soumettre des rapports pour chaque atelier, résumant la participation, les discussions et les résultats.
- Fournir un rapport de consultation final détaillant les enseignements tirés et les recommandations.

2. Conception des séances de dialogue à l'échelle du paysage ETIC

3. Animation des séances de dialogue

4. Élaboration de la proposition de projet

5. Suivi, évaluation et apprentissage

Délai de travail

90 jours à partir de la date de signature du contrat.

Expertise requise

Le chef de mission doit posséder les qualifications et l'expertise suivantes :

- Diplôme d'études supérieures dans les domaines suivants : gestion des ressources naturelles, agriculture, foresterie, développement durable, ou dans un domaine connexe.
- Au moins 5 à 7 ans d'expérience avérée dans la collecte de fonds ou le développement, de préférence dans la conservation de la biodiversité et le développement durable.
- Expérience dans le développement et la mise en œuvre de projets, ainsi que dans le développement de partenariats et la gestion des relations.
- Maîtrise de la rédaction de propositions, de demandes de subvention et de descriptions de programmes de haute qualité, démontrant une compréhension approfondie des exigences et des attentes des donateurs.
- Connaissance des organismes donateurs et de leurs exigences spécifiques, notamment des grandes fondations internationales, des agences gouvernementales et des entreprises sponsors.
- Excellente compréhension des défis de la conservation de la biodiversité dans le Bassin du Congo en général et en République du Congo en particulier.
- Expérience de l'engagement des parties prenantes et de la conception et de l'animation d'ateliers multipartites, utilisant une variété d'approches et d'outils.
- Expérience avérée de la promotion de la diversité et de l'inclusion dans les dialogues multipartites.
- Capacité à travailler dans des environnements multiculturels et dans des délais serrés.
- Excellentes compétences en communication et en présentation.
- Excellentes compétences en communication verbale et écrite en français et/en lingala.

Toute la documentation requise doit être présentée en français. Après examen des dossiers reçus, le WWF Congo pourra contacter les candidat(e)s répondant aux exigences pour un entretien préliminaire (téléphonique).

Les candidatures doivent être soumises par courriel (Référence : WWF-AMI-BIO30-RoC) au plus tard le 15 juillet 2025 à l'adresse suivante : applications@wwfcog.org

Pour plus d'informations, veuillez consulter l'offre sur notre page Facebook : WWF Congo.

FÊTE DE LA MUSIQUE

Le groupe Conquering Lions offre un spectacle mémorable

Le groupe Conquering Lions a livré un concert mémorable et gratuit, le 21 juin à Brazzaville, à l'occasion de la fête de la musique. Tenu dans un cadre parfaitement incroyable, notamment les chutes du Djoué, ce concert a ravi un nombre de fans absolument incroyable.

Venu tout droit de Pointe-Noire, le groupe mythique Conquering Lions a enchanté Brazzaville, le week-end dernier, lors d'un concert monumental et gratuit au bord de la rivière Djoué. Il a été magnifique car les indomptables membres du groupe ont offert à leurs fans une performance scénique inédite avec des chansons formidablement interprétées. De quoi rendre ce concert inoubliable!

Conquering Lions continue de glaner les échelons tout en confirmant sa notoriété musicale. Un vrai emblème d'une certaine nostalgie impliquant un genre musical qui est le reggae. Pendant ce concert, le groupe s'est baladé entre le passé



Conquering Lions pendant la fête de la musique à Brazzaville/DR

et le présent en interprétant les sons des grandes légendes mais également ses propres morceaux. Il a

renvoyé les fans une trentaine d'années en arrière. Ce retour au passé a été un pari gagnant puisque

le public l'a bien aimé. Il a chanté, dansé et vibré avec chaque morceau que Conquering Lions lui pro-

posait. Ce lien émotionnel intense entre le groupe et le public a transformé la performance en moment inoubliable.

Pour tout dire, le groupe Conquering Lions à la solide réputation de mobiliser la foule, et cela a été une fois de plus prouvé pendant cette fête. Il a fait grimper l'ambiance avec ses rythmes endiablés de « reggae Bantu », devant des spectateurs de plus en plus nombreux.

Notons que Conquering Lions produit une musique sûre de toucher toutes les générations. Ce groupe a su repousser les frontières du reggae, en mêlant influences roots et touches personnelles puisées dans les rythmes de la tradition.

Hugues Prosper Mabonzo

Le quartier Tchimbambouka a vibré aux rythmes de la musique traditionnelle

Le Comité régional des ensembles traditionnels du Kouilou (Cretk) a organisé, le 21 juin à l'Espace culturel Le Mbongui, au quartier Tchimbambouka, dans le 6^e arrondissement de Pointe-Noire, Ngoyo, une grande animation à la faveur de la célébration de la fête internationale de la musique.

L'activité a réuni les férus et amoureux de la musique traditionnelle, en présence d'Aurelien Kaya, conseiller socio-culturel de l'administrateur-maire de Ngoyo; Frédéric Pambou, président honoraire du Centre d'études de civilisation Loango et président d'honneur du Cretk; Régine Goma, coordonnatrice des organisations de la société; des chefs de quartier et sages de cet arrondissement.

« Nous nous retrouvons ici pour manifester la joie, la compréhension mutuelle et la cohésion autour de la musique. Une musique qui nous donne l'éducation, la formation, la connaissance, le partage d'expérience et même la guérison. La musique traditionnelle que nous célébrons ici nous permet d'être en contact avec les esprits ancestraux, par exemple, lors des rituels de Tchikumbi, Tchika-

lu, de Nzobi, de Kwembali ... », a dit Alphonse Mantsanga, président du Comité régional des ensembles traditionnels du Kouilou. Il a accueilli ses hôtes à l'Espace culturel Le Mbongui, siège social de son association, inauguré en 2023. Un endroit qui a accueilli en deux ans près de 37 spectacles de danses traditionnelles. « Nous avons pour mission d'assurer des rencontres d'éducation, de formation d'artistes et d'échanges culturels. Pour mener à bien notre mission, nous sollicitons l'aide, l'appui et l'accompagnement des pouvoirs publics et tout autre partenaire pour que nous répondions aux attentes du public », s'est exprimé Noelien Samba, promoteur de l'espace Mbongui.

Coordonnatrice des organisations de la société civile, Régine Goma a plaidé pour que cet espace soit le cadre



Le président du Cretk exhibant des pas de danse aux sons de la musique de Nzobi Okoa/Adiac

de formation des enfants à la connaissance des cultures de leurs traditions. Un vœu aussi exprimé par Frédéric Pambou. « Je lance un vibrant appel à la population de Tchimbambouka, aux chefs de quartier; de bénir ce lieu pour que cet espace aille de l'avant », a-t-il laissé entendre.

L'espace culturel Le Mbongui doit vivre et se pérenni-

ser, a martelé Aurelien Kaya, conseiller socio-culturel de l'administrateur maire de Ngoyo. Il a fait part de l'exhortation du maire qui a demandé à Noelien Samba de de tenir bon cet espace appelé à faire vivre et à perpétuer le savoir traditionnel aux générations à venir.

Ainsi, les groupes et ensembles traditionnels Mbon-

gui kinkulu, Luak' lu Mogni, Nzobi okoa, Ndara du Congo, Kibaka...se sont exprimés sur l'esplanade de l'espace à la grande satisfaction du public venu nombreux. Le port des insignes symboliques aux invités d'honneur et aux personnalités qui contribuent au rayonnement de l'espace Mbongui a mis fin à l'activité.

Hervé Brice Mampouya

DISPARITION

Me Martin Mberi inhumé provisoirement au mausolée Marien-Ngouabi

Décédé le 5 juin à Brazzaville, à l'âge de 85 ans, l'ancien ministre d'Etat, secrétaire permanent du Conseil national du dialogue, Me Martin Mberi, a été porté en terre provisoirement au mausolée Marien-Ngouabi, avant l'inhumation définitive dans le district de Mouyondzi, dans le département de la Bouenza.

Peu avant l'inhumation de l'illustre disparu, les corps constitués nationaux avec à leur tête le couple présidentiel, lui ont rendu un dernier hommage dans la salle de conférences internationales du Palais des congrès de Brazzaville. Né le 31 décembre 1940 à une vingtaine de kilomètres du centre du district de Mouyondzi, dans le département de la Bouenza, Martin Mberi a commencé ses études primaires à Brazzaville à l'école de la mission évangélique suédoise à Poto-Poto, avant de les poursuivre au CMI à l'école primaire de Mansimou et à l'école protestante de Mougali où il obtient le Certificat d'études primaires élémentaires (CEPE) en 1955.

Il a fréquenté au collège de Ngouedi entre 1956 et 1960, où il a obtenu le Brevet élémentaire. De 1960 à 1963, il est élève au lycée Savorgnan-de-Brazza. Un parcours sanctionné par l'obtention d'un baccalauréat, série philosophie en 1963. En 1964, Mberi Martin embrasse la carrière d'enseignant par l'entremise d'un contrat d'instituteur à l'école protestante de Poto-Poto. Il obtient en 1973 une licence en droit, mention droit public science politique puis, en 1982, est diplômé d'étude comptable supérieure, d'études supérieures spécialisées en management des projets et de techniques d'organisation du Centre national des arts et métiers de Paris, en France.

Chargé de cours à l'Université Marien-Ngouabi en sociologie politique (1972-1974), directeur de l'École nationale d'administration du Congo, Martin Mberi fut également procureur de



Le chef de l'Etat s'inclinant devant le cercueil/DR président de la République. Il vous aura accompagné en tant que ministre d'Etat, dans l'esprit de la Convention pour la paix et la reconstruction du Congo. Notre frère se démarque de nous le temps de l'élection présidentielle de 2002 à laquelle il se fait candidat indépendant », a déclaré le Pr Charles Zacharie Bowao dans l'oraison funèbre. Membre du directoire du Conseil national de la révolution, chargé de la communication et des médias, Martin Mberi avait été écarté du Parti congolais du travail (PCT), en compagnie de Pascal

la République près le Tribunal de grande instance de Brazzaville (1977) avant d'exercer comme avocat près la Cour d'appel de cette ville à partir de 1987.

Président de la section locale de l'Association scolaire du Congo, une organisation de jeunesse portée par l'esprit de la gauche révolutionnaire dès la classe de 5e, il deviendra plus tard président national de cette association et membre influent du Conseil national de la jeunesse. Il est élu député à l'Assemblée nationale pour le compte du Conseil national de la jeunesse à l'âge de 23 ans, questeur, président de la commission des affaires

étrangères. Il y siège jusqu'au triomphe du mouvement insurrectionnel du 31 juillet 1968 qui propulse Marien Ngouabi aux commandes.

Un des artisans du déroulement de la Conférence nationale souveraine

En 1966, Martin Mberi est nommé commissaire du gouvernement (préfet extraordinaire) dans la région des Plateaux avec résidence à Djambala. « Me Martin Mberi aura ainsi vécu les péripéties de la vie politique congolaise de 1997 jusqu'à son dernier souffle à vos côtés, monsieur le

Lissouba, au lendemain du congrès constitutif du 31 décembre 1968. Il entre au PCT au congrès de 1972 en qualité de membre du secrétariat du Comité central, chargé de l'éducation, de la culture, du sport et de la jeunesse et directeur de l'école du parti.

Selon l'ancien ministre de la Défense nationale, Charles Zacharie Bowao, Martin Mberi est, au côté du président Denis Sassou N'Gusso, l'un des artisans du déroulement sans heurts de la Conférence nationale souveraine. A la création de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale, en fin 1991, il est nommé porte-parole et représentant personnel de Pascal Lissouba. En 1992, il entre au gouvernement en qualité de ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation ; il occupera plusieurs postes gouvernementaux entre 1992 et 1997. Au sortir de la guerre du 5 juin, Me Martin Mberi est nommé ministre d'Etat, ministre des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, ministre de la Construction et l'urbanisme.

« De 2002 à 2017, il garde de très bons rapports avec le président de la République. Il est nommé secrétaire permanent du Conseil national du dialogue le 9 août 2018. Un appel du destin de celui qui, de tout temps, prônait le dialogue, avec vous comme seule voie de consolidation de la paix », a déclaré le Pr Charles Zacharie Bowao, saluant son parcours d'exception et son exemplarité manifeste au service de l'humanité.

Parfait Wilfried Douniama

UNESCO

Edouard Matoko rassure les ambassadeurs du groupe Afrique sur l'avenir de l'institution

En réunion plénière du groupe Afrique le 23 juin, à Paris, le candidat congolais a répondu aux préoccupations des ambassadeurs concernant l'avenir de l'Unesco.

Au cours de son intervention qui précédait des questions pour la plupart empreintes d'une vive inquiétude face à la réduction prévisible des budgets de l'Unesco, le candidat à la succession d'Audrey Azoulay a engagé une réflexion plus générale sur la géopolitique mondiale actuelle. Un monde de plus en plus contraint par des tensions financières et des conflits multiformes aux conséquences imprévisibles. Autant de sujets qui interrogent le continent africain et retentissent sur les populations.

Inévitablement, ces crises auront un impact sur les activités de l'agence onusienne, alerte Edouard Matoko. « Nous devons changer comme l'a déclaré António Guterres il y a quelques jours... Changer pour améliorer l'efficacité des projets, anticiper la réduction des budgets, porter des programmes plus audacieux », estime-t-il.

Changer certes, mais comment sans affaiblir les programmes ?

L'Unesco est trop politisée, n'hésite pas à formuler le candidat congolais tout en considérant qu'il s'agit là d'un défi pour une institution intellectuelle plus que jamais stratégique mais aux



Edouard Matoko

initiatives comme l'encyclopédie africaine ou le musée des afrodescendants insuffisamment connues, et aux potentialités multiples pas assez exploitées.

Optimiste et convaincu, Edouard

Matoko axe son engagement sur des thématiques qu'il juge aujourd'hui fondamentales : le patrimoine culturel africain, la restitution de biens, la biodiversité et les océans, l'intelligence artificielle (IA), la place des

jeunes et des femmes notamment en tant qu'acteurs de paix, l'engagement des Afrodescendants.

Avec des idées précises pour consolider l'empreinte de l'Unesco en Afrique (donner plus de pouvoir aux femmes, apprendre à travailler avec ses différences), réduire les dépenses (+recruter du personnel local...), renforcer sa présence et son engagement dans les pays en guerre. « L'Afrique a la capacité d'anticiper les conflits. Elle n'est pas une et doit travailler sur ses différences... », est-il convaincu. D'où sa proposition d'Africa Lab ou encore d'un forum Afrique/Unesco.

Diversifier les ressources

Anticipant la diminution des budgets, le candidat considère comme nécessaire une levée de fonds mais aussi une optimisation des ressources. Il mise en particulier sur la recherche de grands donateurs et de mécanismes nouveaux pour associer les fondations et les fonds de gestion africains aux projets. « Les 10 pays d'Afrique ayant une croissance à deux chiffres pourraient mobiliser leurs ressources et soutenir les

budgets alloués pour la priorité Afrique », a-t-il souligné, le 23 juin, dans son intervention.

Il reste qu'il importe aussi de regarder les réalités en face. « Je pense que nous devons nous restructurer; nous n'allons pas y échapper. Notre bureaucratie est lente, pourtant nous avons des obligations de résultats et nous allons devoir couper dans les budgets. En gardant nos principes et nos priorités : l'IA, l'égalité des jeunes, l'éducation, etc. Je vais réduire ailleurs mais nous devons garder 20% de budget pour la priorité Afrique, embaucher plus de personnel local, lever des fonds, favoriser la coopération triangulaire... », a-t-il promis.

Dans cette perspective les programmes devront être revus « sur la base des priorités exprimées par les Etats membres en poursuivant un travail continu avec eux. Il nous faut redynamiser les coopérations nationales et internationales. En travaillant avec l'Union africaine et toutes les organisations régionales du continent ».

Bénédicte de Capèle